



Chambre
de **Métiers**
et de l'**Artisanat**
NOUVELLE-AQUITAINE

Marché public de Travaux













**Travaux de réhabilitation du bâtiment B du CFA Moulin
Rabaud (87)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

MARCHE N° 2024-110

Procédure : Procédure adaptée

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Marché public de travaux <u>Objet</u> : Travaux de réhabilitation du bâtiment B du CFA Moulin Rabaud (87)
	<u>Maître d'ouvrage</u> : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine 46 rue du Général de Larminat CS81423 33073 - BORDEAUX
	Le marché n'inclut pas de considérations environnementales.
	Le marché n'inclut pas de considérations sociales.
	Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique. CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.
	CFA le Moulin Rabaud, 104 Rue de St Gence, BP 1076, 87051 Limoges
	Le marché est divisé en 13 lots.
	La durée d'exécution de chaque lot est définie au sein du présent document.
	La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.
	Le marché est actualisable.
	La consultation comporte 2 prestations supplémentaire éventuelle obligatoire.
	Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)	1
MARCHE N° 2024-110.....	1
PARTIE 1. PRÉAMBULE	5
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE	5
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC	5
ARTICLE 3. DÉLAI D'EXÉCUTION	6
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 5. ASSURANCES	6
ARTICLE 6. INTERVENANTS	7
6.1. SOUS-TRAITANCE	7
6.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	8
6.3. MAÎTRE D'ŒUVRE ET OPC.....	8
6.4. BUREAU DE CONTRÔLE	8
6.5. COORDONNATEUR SPS.....	8
6.6. ÉTUDES D'EXÉCUTION	9
ARTICLE 7. PIÈCES À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION	9
ARTICLE 8. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	9
ARTICLE 9. MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES	10
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	11
ARTICLE 10. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC.....	11
10.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	11
10.2. VARIATION DES PRIX.....	11
ARTICLE 11. AVANCE	12
ARTICLE 12. RETENUE DE GARANTIE.....	12
ARTICLE 13. MODALITÉS DE PAIEMENT	13
13.1. DÉLAI DE PAIEMENT	13
13.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
13.3. FACTURATION	13
ARTICLE 14. COMPTE PRORATA	14
PARTIE 4. MODALITÉS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	15
ARTICLE 15. DÉLAIS D'EXÉCUTION	15
15.1. DÉLAIS CONTRACTUELS.....	15
15.2. PROLONGATION DES DÉLAIS CONTRACTUELS	15
15.3. MESURES CORRECTIVES.....	15
ARTICLE 16. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	15
ARTICLE 17. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS	16
ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES OUVRAGES OU DES TRAVAUX MODIFICATIFS	17
ARTICLE 19. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	18
ARTICLE 20. DONNÉES PERSONNELLES	18
PARTIE 5. PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	19
ARTICLE 21. PÉRIODE DE PRÉPARATION	19
ARTICLE 22. CONDITIONS GÉNÉRALES DE CHANTIER.....	19
ARTICLE 23. DOCUMENTS D'EXÉCUTION	20
ARTICLE 24. MESURES PARTICULIÈRES CONCERNANT L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ	20
ARTICLE 25. PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	21
ARTICLE 26. PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	22
ARTICLE 27. DOCUMENTS À REMETTRE	22
PARTIE 6. ACHEVEMENT DU CHANTIER – RÉCEPTION - GARANTIE	23
ARTICLE 28. ACHEVEMENT DU CHANTIER.....	23
ARTICLE 29. CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉ, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	23
ARTICLE 30. RÉCEPTION.....	24
ARTICLE 31. MISE À DISPOSITION DE CERTAINES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	24
ARTICLE 32. DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	25
ARTICLE 33. DÉLAI DE GARANTIE.....	25

PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION 26

ARTICLE 34. PÉNALITÉS ET PRIMES 26

ARTICLE 35. RESILIATION 27

ARTICLE 36. LITIGES ET DIFFÉRENDS 27

ARTICLE 37. DROIT, LANGUE, MONNAIE 28

PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG 28

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

L'acheteur désigne le "maître d'ouvrage" pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre du marché.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE

L'exécution des travaux se déroule sous le contrôle du représentant du maître d'ouvrage :

Nom : Monsieur Gérard GOMEZ

Adresse : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine, 46 rue du Général de Larminat, CS81423, 33073 BORDEAUX

Téléphone : 0557225728

Fax : 0557225720

E-mail : cmar-marches@cma-nouvelleaquitaine.fr

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC

Objet des travaux : La présente opération concerne la réhabilitation du bâtiment B du CFA Moulin Rabaud afin d'y installer au R+1 des salles de formation pour le CFA et au R+2 des bureaux pour les agents. En option sont à prévoir des travaux d'aménagement ,d'espaces de stockage au rez de jardin et la création d'un espace de stationnement.

Lieu d'exécution : CFA le Moulin Rabaud, 104 Rue de St Gence, BP 1076, 87051 Limoges

Le marché est divisé en lots comme suit :

N°	INTITULE
Lot 1	Désamiantage
Lot 2	VRD - Terrassement
Lot 3	Démolition – Gros œuvre
Lot 4	Isolation thermique par l'extérieur
Lot 5	Etanchéité - Zinguerie
Lot 6	Serrurerie
Lot 7	Menuiseries extérieures
Lot 8	Menuiseries intérieures
Lot 9	Plâtrerie – Isolation – Faux plafonds
Lot 10	Peinture
Lot 11	Revêtement de sols souples – Revêtements de sols durs - Faïence
Lot 12	Electricité CFO – CFA – SSI
Lot 13	Chauffage – ventilation – climatisation – plomberie (CVCP)

ARTICLE 3. DELAI D'EXECUTION

Durée d'exécution des travaux : 9 mois (274 jours calendaires, dont période de préparation).

La durée d'exécution du marché correspond commence à courir à la date de notification du marché jusqu'à la fin du délai de parfait achèvement.

Le délai d'exécution des travaux commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service émis par le maître d'œuvre.

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG Travaux, un seul et même ordre de service précise les dates de démarrage de la période de préparation et du délai d'exécution des travaux.

Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, une période de préparation de 56 jours calendaires est prévue. Le calendrier de réalisation des travaux sera affiné à l'issue de la période de préparation.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) général et propre au lot concerné ou tout autre document qui en tient lieu et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) (*)
- Le programme
- Le mémoire technique
- Le cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) en vigueur à la date de remise de l'acte d'engagement applicable aux marchés publics de travaux ;
- Les Cahiers des Charges et Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) établis par le C.S.T.B. à défaut du C.C.T.G. ;
- Les avis techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), établie par le titulaire, remise avec l'offre de prix figurant à l'acte d'engagement. Cette décomposition du prix global forfaitaire n'aura un caractère contractuel que pour les seuls prix d'unité, utilisés pour le règlement des éventuels travaux modificatifs, et ceci, dans les conditions précisées au présent CCAP.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les

dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appeler en garantie le titulaire et/ou de rechercher sa responsabilité, pour les dommages causés aux tiers, y compris après la réception sans réserve des travaux.

Assurance de responsabilité civile décennale :

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Assurances du maître d'ouvrage :

Les assurances suivantes sont contractées par le maître d'ouvrage : tous risques chantiers, dommages-ouvrages, responsabilité civile du maître d'ouvrage ou un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par le maître d'ouvrage et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs, en outre des pénalités prévues au présent document.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le maître d'ouvrage, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

6.3. Maître d'œuvre et OPC

La mission de maîtrise d'œuvre est assurée par :

LOUBET-MAURY Architectes Associés (mandataire)

14 Avenue Jean Jaurès - 19100 Brive

Téléphone : 01.34.74.45.30

Email : architecte@loubet-maury.fr

La mission OPC est assurée par : le prestataire sera désigné ultérieurement par le maître d'ouvrage.

6.4. Bureau de contrôle

QUALICONSLT

16 rue Frédéric Bastiat

BP 91608

LIMOGES Cedex 9

Email : limoges.qc@qualiconsult.fr

La rémunération du contrôleur technique est à la charge du Maître d'ouvrage.

L'intervention du contrôleur technique oblige le titulaire :

- A lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;
- A respecter, à ses frais, les avis et prescription qui pourraient lui être imposés par celui-ci dans le cadre de sa mission ;
- A procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations

6.5. Coordonnateur SPS

Les prestations objet du présent marché sont soumises à une coordination sécurité et protection de la santé définies dans le cadre du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 ainsi que

des opérations définies dans le cadre du décret n° 92-158 du 20 février 1992, pour la phase réalisation.

Le coordonnateur SPS est confié à la société :

QUALICONSULT
16 rue Frédéric Bastiat
BP 91608
LIMOGES Cedex 9
Email : limoges.qc@qualiconsult.fr

La rémunération du coordonnateur SPS est à la charge du Maître d'ouvrage.

6.6. Etudes d'exécution

Les études d'exécution sont réalisées en totalité par le titulaire.

ARTICLE 7. PIECES A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION

En application des dispositions de l'article L 8222-1 du Code du Travail, le titulaire du marché communiquera au maître d'ouvrage tous les six mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- o Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois.
- o Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.
- o Une attestation sur l'honneur certifiant que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L8211-1, L8221-3, L8221-5 et L3243-2 du Code du Travail.

En cas de sous-traitance, le titulaire du présent marché aura l'obligation de demander les mêmes documents à chacun de ses sous-traitants.

Faute de communication de ces documents dans les délais précités, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de résilier le marché sans indemnité.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS GENERALES

D'une façon générale, et sans aucune exception, le titulaire devra répondre de la conception qui lui incombe, des calculs, de l'étude et de la réalisation des travaux qui lui sont confiés.

Elle déclare parfaitement connaître, pour en avoir pris connaissance, toutes les règles administratives et techniques constituant le dossier marché, ou s'y rattachant, et déclare accepter, sans exception ni réserve, toutes les prescriptions qui en résultent.

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre et avant la signature du marché travaux :

- Avoir vérifié toutes les cotes des plans et prescriptions techniques, et avoir reçu du Maître d'œuvre toutes informations complémentaires éventuellement nécessaires,
- Avoir procédé si besoin à une visite détaillée du site et avoir pris parfaite connaissance de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains ou des existants (couches superficielles, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieux d'extraction des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, stockages des matériaux, etc.),
- Avoir contrôlé toutes les indications portées sur les documents du Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.), notamment celles données par les plans, les CCTP et DPGF de l'ensemble des lots, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes,

s'être inquiété de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre, et avoir pris tous les renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère public.

Le titulaire ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché :

- Ni d'une connaissance insuffisante des lieux d'implantation des ouvrages, ni de tous les éléments tels que moyens d'accès ou conditions climatiques en relation directe ou indirecte avec l'exécution des travaux,
- Ni des erreurs ou omissions relevant notamment soit des règles de son lot, soit des réglementations et des exigences des services, notamment administratifs ou concessionnaires concernés,
- Ni des impacts et interfaces nécessaires avec les autres lots

Le titulaire doit provoquer en temps utile, de la part du Maître d'œuvre, les instructions écrites ou figurées, qui pourraient lui faire défaut.

En aucun cas, il ne pourra invoquer l'absence d'ordres ou de renseignements pour justifier des retards, ou une exécution non conforme à la volonté du Maître d'œuvre, sauf s'il peut justifier qu'elle les a provoquées en temps utile.

Faute d'avoir pris tous renseignements utiles, le titulaire sera tenu pour responsable des modifications, réfections ou conséquences quelconques qu'entraînerait, tant pour elle que pour les autres lots, l'inobservation de cette obligation.

Au cours des travaux, il doit appeler l'attention du Maître d'œuvre sur les inconvénients qui pourraient résulter des ordres reçus, sur les vices ou malfaçons qu'ils pourraient entraîner soit pour ses propres travaux, soit pour ceux des autres lots.

ARTICLE 9. MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

L'entrepreneur est réputé avoir veillé, lors de son étude, à la cohérence des pièces du marché intéressant son lot et est tenu de signaler pendant l'étude du prix toute erreur, omission ou incohérence éventuelle.

Il ne pourra faire état de telles erreurs, omission ou incohérences entre plusieurs lots dans les documents du marché pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art, après avoir été désigné comme titulaire.

Il est réputé avoir inclus dans son offre de prix la totalité des travaux, ouvrages, équipements, prestations nécessaires à la bonne mise en œuvre et au bon fonctionnement des installations prévues, conformément aux règlements et normes en vigueur, ainsi qu'au présent CCAP, et aux pièces contractuelles auxquelles ce CCAP renvoie.

Les erreurs relevées en cours d'exécution sur les quantités et les prix figurant sur les documents ne pourront conduire, en aucun cas, à une modification du prix global et forfaitaire.

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de faire varier la masse des travaux en augmentation ou en diminution dans les conditions fixées aux articles 14 et 15 du CCAG Travaux et en conséquence, faire varier le prix global et forfaitaire en faisant référence aux prix unitaires indiqués dans le DPGF.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 10. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC

10.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base du prix global et forfaitaire figurant sur l'acte d'engagement.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

La décomposition de ce prix est établie par le titulaire et sous son entière responsabilité. Cette décomposition ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix d'unité servant à déterminer :

- le règlement de travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service, pour l'application éventuelle de l'article 14 du CCAG-Travaux ;
- le montant des réfections pour imperfections techniques applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

Les prix du marché sont **actualisables** selon les modalités fixées ci-après.

10.2. Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques au mois de NOVEMBRE 2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des travaux et constitue le prix de règlement.

Les prix sont actualisés par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = I(n) / I(o)$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Le mois " n " est le mois de réalisation des prestations.
- Index $I(n)$: valeur de l'index de référence au mois n.
- Index $I(o)$: valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le maître d'ouvrage procède à un règlement sur la base de la dernière valeur d'index définitive publiée.

Le coefficient (C_n) est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :

- si la 4ème décimale est égale à 0, le millième est inchangé,
- si la 4ème décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité

Les index de référence choisis pour la révision de prix des travaux faisant l'objet du marché, sont les suivants :

N° Lot	Intitulé	Index du bâtiment
LOT 1	Désamiantage	BT01
LOT 2	VRD - Terrassement	BT02
LOT 3	Démolition – Gros oeuvre	BT05
LOT 4	Isolation thermique par l'extérieur	BT52
LOT 5	Etanchéité - Zinguerie	BT53, BT34
LOT 6	Serrurerie	BT42
LOT 7	Menuiseries extérieures	BT18a
LOT 8	Menuiseries intérieures	BT18b
LOT 9	Plâtrerie – Isolation – Faux plafonds	BT08
LOT 10	Peinture	BT46
LOT 11	Revêtement de sols souples – Revêtements de sols durs - Faïence	BT09, BT10
LOT 12	Electricité CFO – CFA – SSI	BT47
LOT 13	CVP	BT41

Ces index sont publiés au Moniteur.

ARTICLE 11. AVANCE

L'option A du CCAG Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial du marché (TTC).

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Cas d'une avance à 5% : L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 65)/15.

Cas d'une avance à 30% : L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 50% du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 50)/30.

ARTICLE 12. RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

ARTICLE 13. MODALITES DE PAIEMENT

13.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

M. Le Trésorier de la CMA NA
Comptable assignataire
Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine
46 rue du Général de Larminat
CS81423
33073 BORDEAUX
Tél. : 0557225722

13.2. Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

Il n'est pas prévu de règlement lié aux approvisionnements.

13.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur le maître d'ouvrage :

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

SIRET : 13002792300015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, le maître d'ouvrage pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que le maître d'ouvrage soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

ARTICLE 14.COMPTE PRORATA

Il n'est pas prévu la mise en place d'un compte prorata. Chaque titulaire assure la gestion de ses déchets et dépenses.

PARTIE 4. MODALITES GENERALES D'EXECUTION

ARTICLE 15. DELAIS D'EXECUTION

15.1. Délais contractuels

Le titulaire s'engage à respecter le planning prévisionnel des travaux. **Le planning est contractuel.**

Le titulaire est tenu de respecter strictement les délais contractuels. En cas de non-respect des délais contractuels, le titulaire se verra appliquer les pénalités et mesures coercitives prévues au présent CCAP.

15.2. Prolongation des délais contractuels

Suivant article 18.2 du CCAG Travaux, aucune prolongation de délai, autre que celle afférente aux intempéries, ne pourra être accordée par le maître d'ouvrage sans une demande expresse formulée par lettre recommandée au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours au plus, après événement motivant la demande de prolongation.

Les délais contractuels tiennent toujours compte du temps des fêtes légales. Un délai supplémentaire ne peut être accordé pour intempéries que pour les jours ayant fait l'objet d'une participation aux salaires d'une caisse de congés payés. Il appartient donc au titulaire de fournir toute attestation justificative, conformément aux dispositions de la loi 46.229 du 21 Octobre 1946 et de ses modificatifs éventuels.

15.3. Mesures correctives

Le titulaire est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnement nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut, sur proposition du maître d'oeuvre, mettre en demeure le titulaire :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier, ou dans ses ateliers ou usines,
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

ARTICLE 16. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Les prestations doivent être exécutées par une personne nommément désignée. Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au maître d'ouvrage remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'information susmentionnée.

Par dérogation aux articles 3.4.3 et 50.3 du CCAG, le maître d'ouvrage peut aussi résilier le marché pour faute du titulaire (après mise en demeure restée infructueuse), en cas de désignation par celui-ci, de son propre chef et dans le délai de 30 jours, d'un remplaçant pour assurer la conduite des prestations, sans le proposer en amont au maître d'ouvrage.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant son fonctionnement pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Forme des notifications et informations :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément au CCAG.

Protection des données à caractère personnel du titulaire

Les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, font l'objet d'un traitement informatique par la CMA NA pour les finalités suivantes : exécution administrative, technique et financière du contrat, informations relatives à la CMA.

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont la CMA NA est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par la CMA NA à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 10 ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le titulaire dispose pour les traitements le concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Le titulaire peut exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

ARTICLE 17. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le maître d'ouvrage pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement
- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.
- En cas de demande de versement de l'avance par un opérateur qui l'avait initialement refusée, un certificat administratif, auquel sera joint le courrier ou mail de l'opérateur la demandant, actera cette modification de l'article concerné dans l'acte d'engagement ou acte de sous-traitance concerné, afin d'en permettre le versement.
- Par dérogation à l'article 52.7.2 du CCAG travaux 2021, en cas de mandataire défaillant, les modalités de substitution prévues à l'article 52.7.2 seront mises en œuvre par le biais d'un ordre de service qui actera également la nouvelle répartition financière du marché. Si les dispositions de l'article 52.7.3 du CCAG travaux 2021, sont mises en œuvre, par dérogation à ce même article la modification du marché sera actée par le biais d'un ordre de service qui désignera la part des prestations exclues du marchés, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement réduit et le nouveau mandataire de ce groupement.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 18. REGLEMENT DES OUVRAGES OU DES TRAVAUX MODIFICATIFS

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service seront réglés dans les conditions prévues aux articles 14, 15 et 16 du CCAG-Travaux et du présent CCAP.

Le titulaire est tenu de produire, sous 15 jours calendaires et sans incidence financière, les devis, justifications et/ou prévisions de prix qui lui seront demandés par la personne publique ou son représentant.

La proposition de prix du titulaire, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants, de la répartition entre les membres du groupement, de l'incidence sur les délais, pour permettre de déterminer la rémunération des ouvrages prévus.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des travaux, le maître de l'ouvrage lui notifiera un ordre de service de travaux modificatifs ou supplémentaires avec un prix provisoire établi par ses soins.

En application de l'article L.2194-2 du Code de la commande publique et en complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, lorsque les prestations exécutées atteignent le montant contractuel du marché, le maître de l'ouvrage peut notifier par ordre de service sa décision d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision.

Si le titulaire n'a pas reçu cette décision dans le délai de dix jours avant la fin du mois au cours duquel le montant des prestations exécutées atteindra la masse contractuelle du marché, et s'il

n'a pas non plus reçu, dans le même délai, l'ordre d'arrêter les travaux mentionnés à l'article 15.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire poursuit les prestations, dans la limite des plafonds fixés à l'article 15.3 du CCAG-Travaux. Lorsque les prestations exécutées atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les prestations qui sont exécutées au-delà des plafonds ne sont alors pas payées.

ARTICLE 19. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Travaux, le titulaire accorde au maitre d'ouvrage les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 20. DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maitre d'ouvrage et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

PARTIE 5. PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 21. PERIODE DE PREPARATION

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux la durée de la période de préparation est celle fixée dans le planning et commence à la date fixée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

La durée de cette période se trouve comprise dans le délai global d'exécution des travaux et ne saurait en aucune façon prolonger celui-ci.

Pendant la période de préparation, les entrepreneurs doivent arrêter, en accord avec le maître d'oeuvre, l'OPC et le Coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Le schéma d'organisation de chantier ;
- La conception du panneau de chantier ;
- La visite préalable à l'intervention des entreprises ;
- Les plans des méthodes et des phasages ;
- La présentation des échantillons
- La décomposition en tâches chiffrées des ouvrages à exécuter par phase, par tranche, par zone et par niveau
- L'échéancier prévisionnel des paiements ;
- Les documents d'exécution détaillés ci-après.
- Le planning d'exécution.

A cet effet, l'entrepreneur doit communiquer :

- La date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre et la durée de ce délai d'exécution,
- Les dates probables de départ des délais particuliers de ses différentes interventions ainsi que la durée de ces délais.

La période de préparation est destinée également et prioritairement à réaliser toute l'installation de chantier pour être en conformité avec les règlements en matière d'hygiène et de sécurité (Code du travail).

Toutes les entreprises doivent connaître également à quelles époques de l'exécution des détails complémentaires leur seront nécessaires.

Pendant cette période, chaque titulaire a l'obligation d'établir et de fournir en temps utile, toutes les pièces qui lui incombent, notamment celles qui sont demandées au CCAP et CCTP, ainsi que tous les documents complémentaires qui lui seraient demandés par le maître d'oeuvre ou l'OPC.

De plus, chaque titulaire devra obligatoirement assister à toute réunion organisée par le maître d'oeuvre ou l'OPC, afin que ce dernier puisse assurer la coordination des études nécessaires au démarrage des travaux.

Le planning prévisionnel de l'opération est contractualisé durant cette phase.

ARTICLE 22. CONDITIONS GENERALES DE CHANTIER

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier hebdomadaires ou rendez-vous particuliers provoqués par le maître d'oeuvre, l'OPC ou le coordonnateur SPS (CISSCT), ou d'y

déléguer un agent ayant pouvoir pour l'engager et donner sur-le-champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Il sera établi par le maître d'oeuvre à chaque rendez-vous de chantier un compte rendu comprenant ses observations éventuelles.

ARTICLE 23. DOCUMENTS D'EXECUTION

Les documents d'exécution, les notes de calculs et les plans d'exécution des ouvrages (P.E.O.) seront établis par le titulaire pendant la période de préparation.

Tous ces documents devront obligatoirement être revêtus du cartouche de l'opération établi par le Maître d'oeuvre.

Le titulaire devra demander en temps utile le modèle de ce cartouche au Maître d'oeuvre.

Les plans d'exécution devront être établis en coordination avec les autres lots et suffisamment tôt pour qu'ils soient examinés et approuvés par le maître d'oeuvre et le bureau de contrôle. Ces plans d'exécution devront d'autre part respecter très fidèlement les côtes du dossier de consultation, sauf dérogation écrite du maître d'oeuvre.

Il s'agit notamment, pour l'entreprise, de produire :

- Plans de réservation,
- Plans d'exécutions des ouvrages (P.E.O.),
- Plans d'atelier et de chantier (P.A.C.).
- Notes de calculs,
- Descentes de charges,
- Besoins en fluides,
- Bilans thermiques

Les corrections et adaptations de tous ces documents seront réalisées suivant arbitrage et mise au point du maître d'oeuvre dans le cadre de sa mission de synthèse.

Il est précisé que les mises au point ou modifications demandées par le Maître d'OEuvre et le Bureau de contrôle pour conformité aux règlements techniques ou aux prestations contractuelles, ne peuvent en aucun cas donner lieu à supplément de prix de l'entreprise.

A ce sujet, il est expressément convenu que les dimensions indiquées dans les plans et CCTP (structures, épaisseurs d'isolants...) doivent être considérées comme des minimas et que les entreprises sont tenues de réaliser des ouvrages et des prestations qui concourent aux performances exigées par les pièces du marché et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 24. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE

Le titulaire est tenu de disposer sur le chantier du matériel nécessaire et suffisant pour les premières interventions en cas de sinistre.

Ce matériel devra être en bon état avec justification des contrôles et des charges datant de moins de 1 (un) an. Il devra également être titulaire d'une police d'assurance le couvrant en cas d'incendie.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Autorité du SPS

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Conformément à la loi du 93-1418 du 31/12/94, un coordonnateur sécurité et protection de la santé a été nommé pour cette opération afin d'assurer la mise en oeuvre des principes

généraux de prévention, notamment lors des choix architecturaux et techniques, ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. En conséquence, et afin de permettre au coordonnateur de mener à bien sa mission, l'entreprise aura à respecter les obligations ci-après :

- Assister à toutes les réunions que le coordonnateur jugerait nécessaire d'organiser et auxquelles la présence de l'entreprise serait indispensable. Notamment dans les dispositions du décret 95-543 du 4 Mai 1995 concernant la participation aux réunions du CISSCT et en respecter les décisions
- Lui faire parvenir, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, toutes études, pièces écrites et graphiques, et ce, à titre gratuit
- Tenir compte de ses observations ou lui proposer des mesures d'une efficacité au moins équivalente
- Lui laisser libre accès en tous lieux de l'opération
- Signer le registre journal. Le registre journal est contradictoire et toutes les observations, réponses, demandes, formulées par écrit par les entreprises y seront consignées.
- Respecter le PGC et avoir inclus dans les prix remis au maître d'ouvrage, l'incidence des coûts liés à la prévention
- Etablir et remettre les PPSPS dans les délais impartis à leurs destinataires
- Respecter le PPSPS
- Porter à la connaissance du personnel d'exécution les éléments de ces deux documents
- Respecter les principes généraux de prévention notamment :
 - Adapter le travail à l'homme
 - Donner les instructions appropriées
- Informer le coordonnateur de l'intervention des sous-traitants. Leur communiquer le PGC. Les informer qu'ils auront à remplir le PPSPS. Dans les contrats de sous traitance, les présentes clauses devront être incluses.
- Le titulaire informera le coordonnateur à bref délai du cas de tout salarié ayant mis en oeuvre sur le chantier le droit de retrait visé à l'article L 131-8-1 du Code du Travail. Dans les mêmes conditions, il est informé de tout accident intervenu sur le chantier ayant entraîné un arrêt de travail y compris les incidents qui auraient pu avoir des conséquences d'accidents
- Respecter le Code du Travail et d'un ordre général tous les textes, règlements et recommandations liés à la prévention
- Corriger immédiatement les situations de danger grave et imminent après avoir soustrait la ou les personnes de ces situations
- Transmettre au maître d'oeuvre et ce au plus tard à la réception de l'ouvrage en trois exemplaires, tous les éléments tels que notices, notices d'entretien, plans de récolement et d'un ordre général tous documents nécessaires au coordonnateur pour l'élaboration du DIUO

Seuls les problèmes de carence du titulaire n'ayant pu être résolus seront soumis à l'arbitrage du maître d'oeuvre par l'intermédiaire du registre journal.

ARTICLE 25. PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé doit être remis par le titulaire au coordonnateur SPS après le délai de 30 jours suivant la date de l'ordre de service de démarrage des travaux. Les sous-traitants éventuels du titulaire doivent remettre leur PPSPS dans un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé avec l'entrepreneur.

Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre ou accessoires pour les lots ou travaux accessoires de génie civil dès lors que les travaux ne figurent pas dans la liste des travaux à risques particuliers.

Le titulaire remet à son ou ses sous-traitants, un exemplaire du PGC et de son propre PPSPS.

Chaque futur titulaire s'engage dans ce cadre à respecter les conditions de sécurité et d'hygiène sur le chantier eu égard aux clauses prévues à l'article 31.4 du CCAG Travaux et complétées par les mesures du maître d'ouvrage, des référents COVID ou toute liste de mesures sanitaires édictées au PGC.

ARTICLE 26. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les pièces marché fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire, ou n'est pas fixé par les pièces générales, constitutives du marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et matériels proposés par le titulaire doivent être soumis à l'acceptation du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 27. DOCUMENTS A REMETTRE

Le titulaire remet les projets de décompte mensuel et décompte final, selon les délais fixés par l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) doit être impérativement transmis dans un délai de 30 jours à compter de la signature de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les Plans d'exécution - Notes de calculs - Plans de chantier - Plans d'atelier - Echantillons - Prototype doivent être impérativement transmis dans un délai de 30 jours à compter de la signature de l'ordre de service de démarrage des travaux

Les dossiers de récolement des ouvrages exécutés doivent être impérativement transmis à la date de la visite préalable à la réception des travaux.

En cas de retard dans la remise des documents décrit ci-dessus, des pénalités de retard s'appliquent, conformément à l'article 34 du présent CCAP.

PARTIE 6. ACHEVEMENT DU CHANTIER – RECEPITON - GARANTIE

ARTICLE 28. ACHEVEMENT DU CHANTIER

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard constaté dans l'exécution de ces opérations, le titulaire se verra appliquer les pénalités de retard prévu à l'article 34 du présent CCAP.

Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux au plus tard à la date de demande de réception des travaux. Les documents sont fournis en 2 exemplaires papiers, dont un sur un support permettant la reproduction, et ils seront également fournis sur support électronique (mémoire externe ou clé USB).

ARTICLE 29. CARACTERISTIQUES, QUALITE, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre la maîtrise d'œuvre et le titulaire sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le titulaire, à ses frais et accepté par la maîtrise d'œuvre.

Par application de l'article 24. du CCAG, les réfections de prix sont examinées par la maîtrise d'œuvre qui les propose au maître d'ouvrage pour acceptation.

Les CCTP précisent quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

En complément de l'article 23 du CCAG, il est précisé que l'emploi des procédés produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par le titulaire d'un avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier de cet accord.

Lorsque les ouvrages à construire constituent un établissement recevant du public, avant tout emploi, le titulaire adresse à la maîtrise d'œuvre, au maître d'ouvrage et au bureau de contrôle, les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires spécialisés agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

Tous les composants entrant dans la réalisation des travaux y compris ceux ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier, doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ces composants ont à l'état de neuf.

Toutefois, l'usure due aux essais et vérifications prescrits par le marché, n'entraîne pas l'obligation de remplacement du composant ou de la partie du composant ayant subi les dits essais ou vérifications.

Si les essais et vérifications dus au marché ne sont pas satisfaisants, le titulaire doit apporter les modifications et compléments nécessaires pour que satisfaction soit obtenue. Il supporte alors, en outre, les frais des essais et vérifications nécessaires à la suite des modifications et compléments apportés.

En cas de désaccord avec les résultats des essais, contrôles, mesures, vérifications, le Maître de l'ouvrage ou le titulaire peut solliciter à titre d'appel une nouvelle série d'essais, contrôles, mesurer, vérifications qui seront à la charge de la partie qui succombera en appel.

ARTICLE 30. RECEPTION

Application de l'article 41 du CCAG Travaux.

Le titulaire avise, à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux, la réception des ouvrages a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération, à l'exception des ouvrages pour lesquels un délai partiel de livraison est expressément fixé et qui font alors l'objet de réceptions partielles (article 42 du CCAG).

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide, dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date du PV d'opération préalables à la réception, si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai d'un mois suivant la date de réception.

La levée de réserves devra être prononcée dans le mois qui suit la réception.

ARTICLE 31. MISE A DISPOSITION DE CERTAINES OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Si le maître de l'ouvrage entend faire exécuter des travaux par toute entreprise de son choix, en dehors des prestations objet du présent marché, les ouvrages, achevés ou non, sont mis à sa disposition pendant le temps nécessaire à l'exécution desdits travaux dans les conditions définies à l'article 43 du CCAG.

Ces prises de possession partielle n'entraînent pas la réception et comportent l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 32.

DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les plans et documents à fournir par le titulaire s'entendent les plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au maître d'œuvre.

Les plans et documents à fournir par le titulaire, en application de l'article 40 du CCAG sont les suivants :

- Plans et autres documents conformes à l'exécution (dont Dossier des Ouvrages Exécutés) : 2 exemplaires papier et 2 CD et/ou clé USB ;
- Notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages : 2 exemplaires rédigées en langue française ;
- 2 exemplaires de la liste référencée des appareils manufacturés installés accompagnés du listing des pièces en vue de leur remplacement éventuel avec indication des noms et adresses des fournisseurs ;

L'ensemble de ces documents doit être impérativement transmis à la date de la visite préalable à la réception des travaux par dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux.

Pour les équipements techniques, l'entrepreneur a l'obligation d'instruire et de former, pour la mise en exploitation, le personnel technique et de service qui sera mis à sa disposition à cet effet par le maître de l'ouvrage. Cette obligation peut intervenir durant le délai global d'exploitation et/ou durant la période de garantie.

ARTICLE 33.DELAI DE GARANTIE

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Garanties particulières :

Les éléments d'équipement, relevant de l'article 1792.3 du Code Civil et qui font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement supérieure à deux années accordées par le titulaire sont indiqués dans le CCTP avec indication de la durée de garantie qui leur est applicable.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 34. PENALITES ET PRIMES

L'application des pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives objet de l'article 52 du CCAG Travaux.

Pénalité journalière pour le retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document. Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard ni plafonnement. Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire. Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le cahier des charges. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, quel que soit la tâche, il est appliqué une pénalité journalière de 1/1000 du montant hors taxes du marché (lot concerné).

Pénalités forfaitaires

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les pénalités listées ci-après s'appliquent. Il n'est prévu aucune exonération à l'application de ces pénalités ni plafonnement. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire (sauf mention contraire ci-après).

Désignation	Pénalités forfaitaires
Absence non excusée aux réunions de chantier et coordination	300 €HT par absence
Retard supérieur à 15 mn aux réunions de chantier	100 €HT par retard
Non-respect des instructions du maître d'œuvre, de l'OPC et/ou du coordonnateur de sécurité	1500 €HT par inobservation (par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux)
Intervention d'un sous-traitant non-agréé	1500 €HT par inobservation
Non-respect des consignes relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier	1500 €HT par inobservation
Retard dans la remise des documents prévus à l'article 16 du CCAP	150 €HT par jour calendaire de retard (par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux)
Retard dans la levée des réserves après réception	150 €HT par jour calendaire de retard, après mise en demeure préalable
Méconnaissance par le titulaire ou son sous-traitant de la réglementation relative à la protection des données personnelles	100 € par infraction
Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets	100 € par inobservation

Le titulaire est informé qu'en cas de non-respect des prescriptions en matière de sécurité, d'hygiène relatives à l'agrément et l'intervention des sous-traitants il s'expose en outre à la résiliation pour faute du marché.

Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 35.RESILIATION

Application du CCAG Travaux.

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 49 et 53 du CCAG Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 50 de ce même CCAG Travaux.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-7 à R 2143-10 du code la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222.5 ou D.8222.7 et D.8222.8 du Code du Travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Par dérogation à l'article 50.1.2 du CCAG, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire : le jugement instituant redressement judiciaire ou liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer cette faculté. En cas de réponse négative, ou en absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 36. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 0556993800

Fax : 0556243903

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

CCIRA de Bordeaux

Tél. : 0555122047

Fax :

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

ARTICLE 37.DROIT, LANGUE, MONNAIE

Seul le droit français est applicable. Les juridictions compétentes sont mentionnées à l'article précédent.

La langue d'exécution du marché et de rédaction des documents est le Français.

La monnaie est l'euro.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Dérogations applicables à l'ensemble des lots :

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG Travaux
Article 3	Articles 18.1 et 28.1
Article 4	Article 4.1
Article 16	Articles 3.4.3 et 50.3
Article 16	Articles 52.7.2 et 52.7.3
Article 20	Article 28.1
Article 30	Article 41
Article 31	Article 40.1
Article 33	Articles 19.2, 19.3 et 52.1
Article 34	Article 50.1.2